

<http://suededucation92.ouvaton.org/spip.php?article811>



Nous manifestons le 1er mai pour le changement social et l'égalité des droits, contre la haine de l'autre



- INTERPROFESSIONNEL
Date de mise en ligne : lundi 1er avril 2013

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

TELECHARGER LE TRACT :



François Hollande s'est fait élire Président de la République en mai 2012 en promettant que « le changement c'est maintenant ». Les élections législatives de juin 2012 ont donné aux partis de Gauche une majorité à l'Assemblée nationale qu'ils avaient déjà au Sénat. Mais pour que ceci soit utile, il faut des décisions concrètes.

Il y a un an, l'Union syndicale Solidaires réaffirmait ses revendications et propositions, portées dans les mobilisations sociales des dernières années. Nous demandons des décisions immédiates pour certains points, des engagements sur d'autres. }

Maintenant, c'est le changement ?

Augmentation du SMIC et des minimas sociaux (1 700 euros), des allocations-chômage et pensions de retraite. Ensuite, négociations salariales dans la Fonction publique et dans les branches (300 euros pour toutes et tous), création d'un revenu socialisé d'études.

Maintenant, c'est le changement ?

Droit à la santé pour tous, par des mesures immédiates supprimant les déremboursements, les tickets modérateurs, les forfaits hospitaliers... Mise en place progressive d'une démocratie sociale à tous les niveaux dans la définition des besoins, la gestion et le fonctionnement de la Sécurité sociale.

Maintenant, c'est le changement ?

Annulation des contre-réformes sur les retraites. La décote, double peine pour les carrières incomplètes, doit être abrogée sans délai !

Maintenant, c'est le changement ?

Suspension des plans de licenciements, droit de véto dans les Comités d'Entreprise, extension de l'obligation de CE aux entreprises de moins de 50 salarié es. Arrêt des suppressions d'emplois dans la Fonction publique et les entreprises publiques. Ensuite, négociations nationales pour réduire le temps de travail à 32 heures hebdomadaires avec création d'emplois et sans perte de salaire ; création d'un statut du salarié - applicable à tous et toutes et financé par un fonds patronal mutualisé - pour garantir le maintien du salaire entre 2 emplois et les formations de reconversion

Maintenant, c'est le changement ?

Adoption d'un plan de renforcement et d'élargissement des services publics, notamment dans des secteurs nouveaux d'aide à la personne et dans des secteurs privatisés par les précédents gouvernements, avec les emplois statutaires et les moyens financiers nécessaires à la satisfaction des besoins collectifs sur l'ensemble du territoire.

Maintenant, c'est le changement ?

Annulation des cadeaux fiscaux faits aux plus riches et de l'alourdissement des impôts les plus injustes (TVA), mise en place d'une fiscalité juste et redistributrice ; Cela passe par la priorité donnée à l'impôt direct et progressif, la reconstruction d'une fiscalité directe locale juste, la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux, et une harmonisation fiscale européenne.

Maintenant, c'est le changement ?

Dénonciation des traités européens qui organisent le pillage des populations au profit des patrons et banquiers ; non ratification du « pacte budgétaire ».

Maintenant, c'est le changement ?

Abrogation des lois antigreve. Ensuite, création de droits nouveaux dans les entreprises, notamment pour que la liberté syndicale devienne une réalité partout.

Un an plus tard, le constat est accablant.

Rien n'a été fait pour répondre à ces situations d'urgence. Chômage, précarité, licenciements, sont en augmentation. Rédigée par le MEDEF, et soutenue par quatre syndicats (CFDT, CFTC, CGC, UNSA), la loi dite de « sécurisation de l'emploi » va permettre aux patrons de licencier plus facilement et va accroître la précarité : ce sont les profits qui sont sécurisés ! De nouvelles attaques se préparent contre les retraites : allongement de la durée de cotisations, diminution des pensions, augmentation des cotisations pour les salarié-es.

Salarié-es, chômeurs/ses, retraité-es, jeunes en formation Organisons-nous, renforçons nos syndicats, pour que ça change maintenant !

Répondre aux urgences sociales, construire dès aujourd'hui la société que nous voulons pour demain, obtenir la satisfaction des revendications, voilà à quoi sert le syndicalisme ! Les moyens existent, notre société ne cesse de produire plus et est de plus en plus riche : la mobilisation, la construction de rapports de forces nous permettront d'imposer une répartition différente, pour que cela ne profite plus qu'aux seuls patrons, banquiers et actionnaires !

L'expérience nous indique que le rapport de force est déterminant : pour que les droits acquis ne régressent pas, pour en gagner de nouveaux, il faut s'organiser et agir ensemble !

Nous manifestons le 1er mai pour le changement social et l'égalité des droits, contre la haine de l'autre

Celles et ceux qui prétendent nous diriger ne peuvent avoir les mêmes intérêts que nous ! Alors que, par notre travail, nous avons produit et nous produisons la richesse collective, ils et elles n'ont d'autre but que de la confisquer pour leurs seuls intérêts. Par nos actions, imposons d'autres choix !

Un peu partout dans le pays, des luttes se mènent. Les coordonner, est un de nos objectifs ; mais il faut aussi mettre en exergue ce qui peut contribuer à unifier toutes ces résistances : la volonté d'en finir avec l'exploitation de l'immense majorité pour le profit (et les profits !) d'une petite minorité.

Cette aspiration à une société plus égalitaire, à une société qui ne soit pas sous la loi du fric, est partagée par les peuples du monde entier. Le premier mai, journée internationale de luttes des travailleurs et des travailleuses, est aussi l'occasion de le rappeler. L'Union syndicale, avec plus de cinquante organisations syndicales d'Europe, d'Afrique, d'Amériques, d'Asie, lance un appel à renforcer le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, constitué depuis mars 2013.

Droite et extrême-droite s'opposent, violemment, à l'égalité des droits pour tous et toutes. Par nos manifestations du 1er mai, nous redirons notre refus du racisme, de l'homophobie, de la haine de l'autre.

Manifestation le 1er mai, à Paris

15 heures, Place de la Bastille jusqu'à Nation